
Communiqué

Jeudi 14 mai 2009

Les ministres européens rassemblés à Louvain soulignent l'importance de l'enseignement supérieur.

Un fort investissement dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation est indispensable pour sortir de la crise économique actuelle. C'est l'une des conclusions des ministres européens rassemblés à Louvain le 28 et 29 avril. La Conférence des présidents d'Université (CPU) ne peut qu'accueillir très favorablement cette position conforme aux propos tenus lors de son colloque annuel à Brest.

Les ministres ont en outre mis l'accent sur l'importance d'un financement public conséquent de l'enseignement supérieur pour garantir un large accès et l'égalité des chances, tout en cherchant à diversifier les sources de financement.

La CPU souhaite que le gouvernement français mette en œuvre les préconisations des ministres de l'enseignement supérieur rassemblés à Louvain.

La mobilité des étudiants et des chercheurs est essentielle pour créer un véritable espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche. En fixant l'objectif à 2020 que 20% des étudiants européens effectuent une mobilité au cours de leurs études, les ministres ont défini un objectif à la fois réaliste et atteignable. Les établissements français sont prêts à renforcer leurs efforts pour améliorer le taux de mobilité des étudiants entrants et sortants. Avec les différentes opérations campus, un pas important a été fait pour améliorer les conditions d'études des étudiants dans les établissements français. Il est important de poursuivre avec d'autres mesures visant à améliorer les conditions d'accueil et d'études dans nos établissements.

La CPU se félicite enfin que la structure de concertation et de prise de décision, conservant une place aux différents acteurs de l'enseignement supérieur, soit maintenue après 2010. Les différents aspects concernant le processus de Bologne, notamment l'employabilité aux différents niveaux de formation, l'assurance de la qualité des formations et l'approche centrée sur l'étudiant requièrent encore un suivi et un approfondissement importants. La CPU est prête, avec les autres conférences européennes des présidents et l'EUA, à continuer à participer activement à ce processus de réforme.

Contact presse : Sophie Dotaro sophie.dotaro@cpu.fr 01 44 32 91 27 – 06 65 04 49 21